

REVUE DE PRESSE

service communication



Paris-Normandie

Agenda

AUJOURD'HUI

Le Petit-Quevilly

Don de sang

Venez donner votre sang de 10 h 30 à

13 h et de 14 h 30 à 18 h à l'Astrolabe.

Pour faciliter les dons, les donneurs

doivent prendre rendez-vous :

mon-rdv-dondesang.efs.sante.fr,

08 00 10 09 00.

Le Petit-Quevilly

Atelier numérique

Participez aux ateliers numériques de la médiathèque François-Truffaut. Initiation

à l'ordinateur. Qu'est-ce qu'une unité

centrale ? À quoi sert le clic gauche ?

Comment faire une @ ? Où trouver un

dossier ? Vous avez trois séances pour

devenir à l'aise et autonome avec un

ordinateur. De 9 h à 11 h. Inscription

obligatoire : 02 35 72 58 00 ou directe-

ment à la médiathèque.

Paris-Normandie

Transports à Rouen : pourquoi la grève va perturber la rentrée scolaire et durer au-delà ?

Situation de blocage dans le réseau des bus rouennais : une grève quotidienne impacte les transports depuis le 11 février 2025. Lundi 24 février 2025, le mouvement social percute l'horaire de la rentrée des classes. Explications.

Par Benoît Marin-Curtoud

Publié: 21 Février 2025 à 18h17 Temps de lecture: 1 min Partage :

Parents et enfants : gare à la rentrée ce lundi 24 février avec des bus toujours en grève. Les chauffeurs de bus et conducteurs de métros prévoient de débrayer de 6h45 à 7h40, avec des perturbations avant et après cet horaire, ce qui va compliquer la rentrée des petites vacances d'hiver à [Rouen](#).

C'est tellement vrai que le réseau Astuce a publié sur son site [un avertissement](#). « *Nous souhaitons attirer votre attention et celle des familles sur le fait que ce mouvement sera particulièrement impactant pour les scolaires le lundi 24 février 2025... Les élèves et les familles sont invités à se renseigner sur les horaires de la grève des jours suivants.* » Des communes comme [Oissel](#), Saint-Léger-du-Bourg-Denis, Grand-Couronne, Déville-lès-Rouen et d'autres ont relayé cet appel à la vigilance pour que les parents et les enfants ne soient pas pris au dépourvu.

Vers un mouvement plus suivi ?

Le mouvement risque d'être d'autant plus impactant que la fin des petites vacances est aussi synonyme de retour à des horaires normaux (ils sont allégés en période de congés) et que de nombreux chauffeurs qui étaient partis sous d'autres cieux seront revenus avec peut-être, explique-t-on de source syndicale, une participation encore plus forte au mouvement social. Pour l'instant, la grève a affecté le métro, les bus et les TEOR depuis le 11 février en supprimant de 30 à 35 % des convois environ. Les lignes FAST sont un peu plus impactées aux heures de grève (de l'ordre de 40 à 50 % des trajets supprimés aux heures de grève).

Quelles sont les raisons d'un blocage qui promet d'être durable ? La CGT a déposé un préavis de grève quotidienne de 55 minutes, qui court jusqu'au 31 décembre prochain, pour réclamer le paiement des « temps annexes ». Ce sont les heures (en moyenne 54,46 par an selon la CGT) où les conducteurs doivent être acheminés (ou le trajet retour) vers les sites de prise en charge des moyens de transport. La direction de Transdev a, lors des négociations initiales, fait des contre-propositions évaluées à 700 000€. Mais a demandé en contrepartie de pouvoir sous-traiter certaines lignes à d'autres opérateurs, ce contre quoi la CGT s'inscrit.

Chacun campe sur ses positions

Le 11 février dernier, la [société Transdev](#) avait assigné la CGT en référé et demandait au tribunal de déclarer illicite le préavis de grève mais avait été déboutée. Résultat, depuis ce moment judiciaire, chacun des protagonistes campe sur ses positions. « *Depuis le 11 février, nous n'avons pas été reçus pour de nouvelles négociations ni reçu d'invitation pour le faire* », détaille ainsi David Fossati (CGT).

Pour sa part, le directeur du réseau Astuce Guillaume Aribaud détaille que « *nous avons proposé des avancées qui sont extrêmement lourdes pour l'économie de l'entreprise. On ne trouve pas 700 000€ comme cela. Les revendications de la CGT ayant été multipliées par deux au cours de la négociation, elles ne sont absolument pas soutenables économiquement pour l'entreprise. Notre porte reste ouverte mais pour être constructif ce dialogue doit se faire sur des bases réalistes. La balle est dans le camp de la CGT. De nouvelles négociations seront possibles dès qu'elle reviendra avec des revendications compatibles avec nos capacités financières* ».

Le marché du transport renouvelé à la fin de l'année

En filigrane de ce conflit se joue aussi le renouvellement de la délégation de service public confié à Transdev dont l'échéance arrive à terme en décembre 2025. La société a expliqué devant le tribunal ne pouvoir s'engager au-delà de 2025 en raison de ce renouvellement sans l'appui de la Métropole Rouen Normandie, autorité régulatrice des transports. « *La Métropole n'accepte pas d'aller au-delà de nos propositions* », avait détaillé l'avocat de Transdev le 11 février. « *Le renouvellement de la DSP est une période tendue et difficile pour l'entreprise. On en a oublié les conditions de travail et de dialogue social* », avait répliqué l'avocate de la CGT.

Résultat : si Transdev allait au-delà des limites fixées par la Métropole, il y aurait fort à parier que ses concurrents remportent en 2026 le marché du transport en commun, d'où un blocage qui pour l'instant semble insoluble. Les usagers, en attendant, restent à quai.

Paris-Normandie

C'est quoi ces nouveaux valideurs dans les transports en commun de Rouen ?

La Métropole Rouen Normandie prévient : de nouveaux valideurs pour les titres sans contact vont faire une apparition dans des rames de métro avant, peut-être, une généralisation à tout le réseau en 2026.



La version moderne des valideurs dans le métro promet davantage de fluidité pour les passagers - Photo Métropole Rouen Normandie

Par la rédaction

Publié: 21 Février 2025 à 17h33 Temps de lecture: 1 min Partage :

Les valideurs du [réseau Astuce](#) n'avaient pas changé depuis des années. La [Métropole Rouen Normandie](#) annonce que dans deux rames de métro, ces appareils servant à la lecture des titres magnétiques ont changé à titre expérimental. D'ici quelques semaines, c'est l'ensemble du réseau métro qui va être touché par ces nouveaux valideurs.

Désormais ces bornes lisant les titres sans contact se parent des couleurs de la modernité. Le traditionnel petit rectangle jaune et gris. sera doublé d'un ovoïde noir avec un écran et un cercle bleu.

« Plus de rapidité »

« Cette expérimentation ne change en rien le geste de validation ni l'obligation de valider. Ces nouveaux valideurs permettront une meilleure fiabilité et plus de rapidité. Les valideurs traditionnels permettant notamment de valider les titres cartonnés restent en fonctionnement », rajoute la Métropole.

76 Actu

Le pont Flaubert à Rouen va exceptionnellement fermer : des déviations mises en place

Dans le cadre des travaux de raccordement avec la Sud 3, le pont Flaubert à Rouen (Seine-Maritime) va être fermé dans la nuit du 24 au 25 février 2025.



Les travaux de raccordement entre le [pont Flaubert](#) et la [Sud 3](#) vont à nouveau avoir des répercussions sur la circulation à [Rouen \(Seine-Maritime\)](#).

Dans la nuit de lundi 24 à mardi 25 février 2025, le pont Flaubert **va ainsi être fermé de 21h à 6h**, informe la Dirno (direction interdépartementale des routes Nord-Ouest), qui procède aux travaux.

Les travaux reportés si la météo est mauvaise

À noter que ces travaux seront réalisés sous réserve des conditions météorologiques et pourront, si ces conditions sont défavorables, être reportés à la nuit suivante.

Des déviations seront mises en place, *via* le pont Guillaume-le-Conquérant pour les voitures, et par la Grand'Mare/boulevard industriel pour les poids lourds.

Le Monde

La collecte nette du Livret A a connu en janvier sa plus mauvaise performance depuis 2016

Le taux du produit d'épargne réglementée préféré des Français a accusé un fort recul, passant de 3 % à 2,4 % début février, en application stricte de la formule de calcul du ministère de l'économie.



Une femme passe devant le bâtiment de la Banque de France à Paris, le 25 septembre 2024. ABDUL SABOOR / REUTERS

Après avoir vu son taux raboté, le Livret A commence décidément mal l'année puisqu'il a été boudé par les épargnants en janvier, selon les données publiées dimanche 23 février par la Caisse des dépôts (CDC). Les versements de fonds n'ont dépassé les retraits que de 350 millions d'euros sur les Livret A le mois dernier, un niveau bas, qui n'avait plus été vu depuis 2016.

Cette « *collecte nette* » du produit d'épargne réglementée préféré des Français est même inférieure à celle de son cousin, le Livret de développement durable et solidaire (LDDS), sur la période, comptabilisée à 460 millions d'euros, toujours selon la CDC. Le total cumulé de ces deux produits (810 millions d'euros) est au plus bas depuis neuf ans.

Le Livret A et le LDDS souffrent de la concurrence d'un autre produit d'épargne, également à capital garanti : les fonds euros de l'assurance-vie. Les assureurs ont annoncé courant janvier des taux de rémunération plutôt attractifs au titre de 2024, pour certains au-delà de 3 %.

Le taux du Livret A accusait de son côté un fort recul, passant de 3 % à 2,4 % au 1^{er} février, en application stricte par le ministère de l'économie de sa formule de calcul. Revu deux fois chaque année – et aussi valable pour le LDDS –, il est éminemment politique et a fait l'objet de fréquentes dérogations ces dernières années.

Cette baisse, une mauvaise nouvelle pour les 57 millions de détenteurs d'un Livret A et les 26 millions de détenteurs d'un LDDS, est inédite depuis début 2020, et depuis 2009 par son ampleur. Une différence de taille cependant : le taux du Livret A s'entend net d'impôts, alors

que le fonds euros de l'assurance-vie est soumis à une fiscalité pouvant aller jusqu'à 30 % des intérêts acquis selon l'âge du contrat.

Inflation persistante

A cette concurrence accrue s'ajoutent d'autres facteurs d'explication de cette contreperformance de début d'année, historiquement très favorable à l'épargne. La consommation, qui retrouve des couleurs, et une inflation persistante sont d'abord à même de peser sur la capacité d'épargne des Français. La réforme du mois de janvier traduit aussi le contrecoup d'un mois de décembre record, les Français ayant vraisemblablement déposé plus vite qu'à l'habitude leurs étrennes et primes de fin d'année reçues fin 2024, et non à cheval sur décembre et janvier. Les encours du Livret A et du LDDS ont atteint néanmoins un record au 31 janvier : 442,9 milliards d'euros pour le premier et 161 milliards d'euros pour le second, soit 603,9 milliards d'euros au total.

Le Livret d'épargne populaire (LEP), réservé aux épargnants modestes, a également passé un début d'année difficile. Son taux a lui aussi été abaissé au 1^{er} février, de 4 % à 3,5 %. Il affiche en janvier une collecte nette faible, à 110 millions d'euros, pour un encours total de 82,3 milliards d'euros. Le nombre de détenteurs de ce produit accessible sous conditions de revenus a tendance à plafonner. Il s'élevait à 11,8 millions d'euros fin 2024, loin des 19 millions de ménages qui pourraient y prétendre. La Banque de France a pour objectif d'en ouvrir un million de plus cette année.

Livrets A, LDDS et LEP appartiennent à la famille des produits d'épargne réglementée. Ils sont garantis par l'Etat et exonérés d'impôts et de prélèvements sociaux. Ils sont de plus totalement liquides, c'est-à-dire que les titulaires peuvent retirer tout ou partie de leurs fonds à tout moment.